

سوناتراچ



sonatrach



Politique et Code de Conduite Anti-Corruption **SONATRACH**



Ensemble Vers la Transparence

Sommaire

- Mot du Président Directeur Général	11
- Objet	12
- Champ d'Application	13
- Définitions	14
- Cadre Règlementaire & Législatif	19
- Paiements de Facilitation	22
- Relation avec des Agents Publics	24
- Appels d'Offres Publics ou Privés	26
- Diligence Reasonnable des Partenaires Commerciaux & des Employés	28
- Cadeaux & Invitations	30
- Conflit d'Intérêts	32
- Evaluation des Risques dans nos Relations avec les Tiers	36
- Mécénats, Dons & Parrainage	38
- Ressources Humaines Emploi ou Stage de Complaisance	41
- Opérations de Fusion-Acquisition ou de Cession/Création de Joint-Venture	44
- Signalement d'Alerte « SPEAKUP »	46
- Mise en œuvre du Code de Conduite Anti-Corruption	49



anniversaire de
sonatrach
1963-2023



La corruption est un fléau qui sévit dans le monde entier et qui mine les économies et porte atteinte au développement des Etats et des entreprises.

En tant qu'Entreprise publique économique, entièrement détenue par l'Etat et activant à l'échelle nationale et internationale dans divers métiers liés à l'industrie des hydrocarbures, SONATRACH est exposée à la corruption à l'instar des grandes compagnies pétrolières.

À cet égard, SONATRACH s'inscrit dans une démarche préventive continue qui s'est traduite dans un premier temps par l'édiction d'un code d'éthique.

En vertu de ce code, elle se fonde sur des valeurs telles que l'intégrité et l'honnêteté et déploie tous ses efforts dans la prévention et la lutte contre la corruption.

La volonté de SONATRACH de prévenir et de lutter contre la corruption continuellement se traduit par la décision de mettre en place un Système de Management Anti-Corruption(SMAC),selonlesexigences de la norme ISO 37001 version 2016.

C'est dans ce cadre que SONATRACH adopte une politique de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption sous toutes ses formes dans toutes ses activités et dans l'ensemble de l'entreprise.

Edifice important du SMAC, la politique Anti-Corruption de SONATRACH est bâtie sur des principes et des engagements.

- L'interdiction de tout acte de corruption active ou passive, et de tout comportement pouvant être interprété comme une tentative de corruption ou de la corruption.
- La sanction de tout comportement violant la politique Anti-Corruption ou le système de management Anti-Corruption.
- L'identification et l'évaluation des risques de corruption associés aux activités de SONATRACH et la mise en œuvre des moyens de maîtrise raisonnables et proportionnés pour maîtriser ces risques.
- L'encouragement de tout agent et de tout partenaire de SONATRACH à dénoncer, sur la base de preuves tangibles et de la bonne foi, tout acte de corruption et le devoir de SONATRACH de protéger cet agent de tout acte de représailles ou de punir toute dénonciation calomnieuse.
- La coopération avec les partenaires commerciaux afin qu'ils adoptent des politiques et actions de prévention des phénomènes de corruption, conformes aux dispositions de la loi et cohérentes avec les objectifs de SONATRACH.
- La sensibilisation et la formation de ses collaborateurs sur les enjeux de prévention de la corruption.

ENGAGEMENTS

- Respecter de manière stricte et totale la législation en vigueur sur la prévention et la lutte contre la corruption, en Algérie ou dans tout pays où SONATRACH opère, avec l'implication des employés, des collaborateurs et de tous ceux qui travaillent pour et/ou sous le contrôle de SONATRACH.
- Se conformer aux exigences du Système de Management Anti-Corruption.
- Améliorer d'une manière continue le Système de Management Anti-Corruption.
- Déployer les ressources adéquates et appropriées pour le fonctionnement efficace du Système de Management Anti-Corruption.

Le responsable de la conformité Anti-Corruption assure la fonction de conformité pour la prévention de la corruption et dispose d'une autorité et d'une indépendance totale.

La Direction Générale de SONATRACH demande à l'ensemble de son personnel d'adhérer pleinement à cette politique et contribuer à la réalisation des objectifs assignés.

Offre, promesse, don, acceptation ou sollicitation d'un avantage indu de toute valeur (financière ou non financière), directement ou indirectement, indépendamment du ou des lieux, en violation des lois applicables, pour inciter ou récompenser une personne à agir ou à ne pas agir dans le cadre de ses missions.

Le Président Directeur Général

T. HAKKAR



Code de Conduite Anti-Corruption SONATRACH



Mot du Président Directeur Général

La Corruption détruit la confiance, porte atteinte à l'image de marque de l'entreprise et sa concurrentialité et engendre d'autres formes de criminalité. La lutte Contre la Corruption est une évidence et un enjeu stratégique pour le Groupe SONATRACH,

En tant que locomotive de l'économie algérienne, et leader qui opère dans le domaine Oil & Gas à l'échelle nationale et internationale, notre devoir d'exemplarité s'impose, c'est pourquoi aujourd'hui le Groupe SONATRACH s'engage à mener ses activités de façon saine, éthique et conforme et à agir avec intégrité, transparence et loyauté. Cet engagement passe par la mise en place d'un Système de Management Anti-Corruption (SMAC), la mise en œuvre d'un Code de Conduite Anti-Corruption qui représente un engagement indéfectible et par l'application d'une Politique de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption, pierre angulaire d'une véritable culture de l'intégrité dans l'entreprise,

Le présent Code de Conduite Anti-Corruption du Groupe SONATRACH, s'inscrit dans la continuité des engagements pris en matière d'éthique et de probité, et exprime l'engagement personnel des dirigeants, managers et salariés, et fait partie intégrante des valeurs et principes réunissant l'ensemble des collaborateurs du Groupe SONATRACH.

Je vous invite à lire le présent Code de Conduite, le partager, le respecter et surtout y adhérer.

Le Président Directeur Général

T. HAKKAR



Objet

SONATRACH s'est engagé à mener ses activités avec intégrité et selon les normes Anti-Corruption les plus strictes, définies par un programme et des exigences en matière de prévention de la corruption, qui se traduisent par une politique de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption.

Le présent Code de Conduite Anti-Corruption fournit des conseils et établit des principes et des exigences de base en matière de conformité aux dispositions des Lois anticorruption applicables par l'Entreprise à tous ses employés, partenaires et fournisseurs.

SONATRACH attend de tous ses employés, partenaires et fournisseurs un comportement honnête, impartial et respectueux des normes éthiques les plus strictes, mais aussi qu'ils respectent les lois Anti-Corruption et évitent tout acte répréhensible aussi infime soit-il.

SONATRACH en tant qu'entreprise qui opère dans le domaine Oil & Gas, se doit de respecter toutes les lois nationales en vigueur, y compris les autres lois similaires visant à lutter contre la corruption dans les pays où elle exerce ses activités.



Champ d'Application

Le présent Code de Conduite Anti-Corruption s'applique sur tout le Groupe SONATRACH ainsi que le domaine d'application du Système de Management Anti-Corruption « SMAC ». Il régit la conduite de nos employés et des autres personnes agissant pour le compte de SONATRACH en Algérie et dans les pays où elle exerce ses activités.

Les employés de SONATRACH sont tenus de lire, de comprendre et de se conformer au Code de Conduite Anti-Corruption . Les responsables de SONATRACH doivent faire appliquer le présent Code de Conduite Anti-Corruption et s'assurer que les personnes et les entités dont ils ont la responsabilité comprennent et respectent le Code.

Étant donné que SONATRACH peut être responsable si ses employés savent ou devraient savoir qu'une personne agissant en son nom viole les lois anticorruption applicables, elle encourage, tout collaborateur qui, de bonne foi, a connaissance d'un fait de corruption à le signaler par le biais de sa plateforme de signalement « SpeakUp ».

Définitions



Qu'est ce que la corruption ?

Offre, promesse, don, acceptation ou sollicitation d'un avantage indu de toute valeur (financière ou non financière), directement ou indirectement, indépendamment du ou des lieux, en violation des lois applicables, pour inciter ou récompenser une personne à agir ou à ne pas agir dans le cadre de ses fonctions selon la norme internationale ISO 37001 relative au Système de Management Anti-Corruption (SMAC).

Ainsi la corruption est caractérisée :

- Qu'elle soit active (proposer / donner un avantage indu: le fait du corrupteur) ou passive (accepter / solliciter un avantage indu : le fait du corrompu).
- Qu'elle concerne des personnes publiques (impliquant un ou plusieurs agents publics) ou des personnes privées.
- Qu'elle soit directe ou indirecte (via des agents, intermédiaires, sous-traitants ou simples tiers).
- Qu'elle soit réalisée ou seulement proposée (la simple offre, promesse ou sollicitation étant réprimée au même titre que l'octroi de l'avantage lui-même) ; et indépendamment du moment de la conclusion du pacte de corruption (l'avantage pouvant être octroyé après la réalisation de l'acte).

L'idée d'avantage ne concerne pas seulement les sommes d'argent (appelées communément « pot-de vin ») mais vise aussi, notamment :

- Les cadeaux, repas, invitations, divertissements, etc.
- Les traitements préférentiels, tels qu'une offre d'emploi ou de stage au bénéfice d'un proche du corrompu.

Définitions

- Les avantages en nature, tels la fourniture d'une information confidentielle, la mise à disposition d'un bien mobilier ou immobilier, le paiement d'un voyage, etc.

La contrepartie recherchée ou attendue peut consister en :

- La conclusion ou le renouvellement d'un contrat.
- L'obtention d'une ristourne sur le prix d'un bien ou service vendu.
- Le partage d'informations confidentielles avec une entreprise concurrente.
- L'obtention ou le renouvellement d'un contrat avec des sociétés publiques.
- L'obtention d'un visa, d'un permis de construire, d'une autorisation d'exploiter .
- L'obtention d'un avantage fiscal ou douanier, etc.

Qu'est-ce que le Trafic d'Influence ?

Le trafic d'influence désigne le fait de proposer, d'accorder, d'accepter d'accorder – ou de solliciter ou d'accepter – directement ou indirectement, un avantage quelconque à une personne pour qu'elle use de son influence, réelle ou supposée, afin d'obtenir une décision favorable.

Il implique trois acteurs :

Un bénéficiaire, qui est la personne souhaitant bénéficier d'une décision favorable et qui fournit l'avantage.



Un intermédiaire, qui est celui qui utilise le crédit qu'il possède du fait de sa position auprès d'une personne cible et qui reçoit un avantage.

Une personne cible qui détient le pouvoir de décision (agent public, autorité publique, administration publique, magistrat, etc.).



On distingue :

- Le trafic d'influence actif (du côté du bénéficiaire) consiste à rémunérer une personne pour qu'elle use de son influence.
- Le trafic d'influence passif (du côté de l'intermédiaire) est le fait pour une personne de se laisser rémunérer (sur sa sollicitation ou à la demande d'un tiers) pour user de son influence .

Tout comme pour la corruption, des poursuites judiciaires peuvent être engagées indépendamment de :

- L'acceptation de l'autre partie (la simple offre, promesse ou sollicitation d'avantage suffit).
- L'octroi effectif de l'avantage promis ou proposé.
- L'utilisation effective de l'influence.
- L'obtention de la décision favorable attendue.
- La nature de l'avantage proposé ou octroyé (somme d'argent, cadeaux, avantage en nature, etc.).

Lois et Conventions

Lois Nationales

Afin d'harmoniser son système juridique avec le dispositif conventionnel contre la corruption, l'Algérie a édicté un ensemble de textes législatifs et réglementaires, visant à renforcer les valeurs d'intégrité et de transparence.

- Loi n° 01-06 du 20 février 2006, modifiée et complétée, relative à la prévention et à la lutte contre la corruption + Un complément en 2019.
- Ordonnance n° 05-10 du 26 août 2010 complétant la loi n°06-01.
- Loi n° 15-11 du 2 août 2011 modifiant et complétant la loi n°06-01.

Adhésion de l'Algérie aux Conventions Régionales et Internationales de lutte Contre la Corruption

- La convention des nations unies contre la corruption adoptée par l'assemblée générale des nations unies à New York le 31 octobre 2003, l'Algérie a ratifié avec réserve la convention par décret présidentiel n° 128-04 du 19 avril 2004.
- Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption adoptée à Maputo le 11 juillet 2003, l'Algérie a ratifié la convention par décret présidentiel n° 137-06 du 10 avril 2006.
- Convention arabe contre la corruption faite au Caire le 21 décembre 2010, l'Algérie a ratifié la convention par décret présidentiel n°14-2049 du 8 septembre 2014.

RÉGULATION



Paievements de Facilitation



De quoi s'agit-il ?

Les paiements de facilitation sont de petites sommes d'argent ou avantages quelconques de faible valeur, versés ou octroyés de manière occulte (donc sans reçu) à un agent public pour accélérer une procédure administrative aboutissant à une décision à laquelle le demandeur a par ailleurs, droit.

Quels risques en matière de corruption?

Dans de nombreux pays, comme en Algérie, les paiements de facilitation constituent un acte de corruption et sont prohibés. Les sanctions applicables sont alors les mêmes que celles applicables aux actes de corruption.

Principes clés

Le versement de paiements de facilitation est strictement interdit au sein du Groupe SONATRACH.



Les bons réflexes

Chaque collaborateur doit refuser respectueusement toute demande de paiement ou d'acceptation de facilitation en s'appuyant sur le présent Code de Conduite.





De quoi s'agit-il ?

Un agent public est une personne détenant un mandat législatif, administratif ou judiciaire au sein d'un Etat, d'une collectivité ou d'une entité contrôlée par l'Etat et qui exerce une fonction publique ou est investie d'une mission de service public.

Quels risques en matière de corruption?

La corruption d'agents publics est particulièrement poursuivie et réprimée. Elle fait l'objet de sanctions plus sévères que la corruption d'agents privés car elle a souvent comme conséquence le détournement de deniers publics.

Principes clés

Le Groupe SONATRACH interdit formellement toute tentative d'obtenir un quelconque traitement de faveur de la part d'un agent public par quelque moyen que ce soit, y compris cadeaux, invitations, argent liquide ou tout autre avantage. De même, toute sollicitation de la part d'un agent public doit être refusée sans équivoque.



Les bons réflexes

Chaque collaborateur du Groupe SONATRACH doit faire preuve de bon sens et de vigilance accrue dans toute situation impliquant une interaction avec un agent public.





Appels d'offres

De quoi s'agit-il ?

La passation des marchés est un processus par lequel l'entreprise (commanditaire) a le pouvoir adjudicateur de faire appel à des entreprises (soumissionnaire) pour réaliser une prestation de travaux, fournitures ou services.

Le but est de mettre plusieurs entreprises en concurrence pour fournir un produit ou un service pour un besoin défini.

Quels risques en matière de corruption?

Le processus de passation des marchés, comme tout processus de sélection, ouvre la voie à de nombreuses pratiques susceptibles de constituer des faits de corruption ou de trafic d'influence. A titre d'exemples :

- Le versement d'une somme d'argent ou la fourniture d'un avantage au représentant du commanditaire ou à un tiers qui lui est proche.

- L'influence induue –contre rémunération– dans l'évaluation des besoins ou dans la rédaction du cahier des charges pour favoriser un fournisseur.
- La communication d'informations confidentielles sur l'appel d'offres en cours moyennant rémunération.
- L'utilisation de sous traitants pratiquant une surfacturation au bénéfice indirect du représentant du commanditaire.

Principes clés

Lorsque le Groupe SONATRACH est commanditaire d'une passation des marchés, les collaborateurs du Groupe ne doivent en aucun cas favoriser un participant pour des considérations d'ordre personnel ne tenant pas à la qualité et/ou au tarif des produits ou services proposés. De même, lorsque le Groupe SONATRACH répond à une manifestation d'intérêt , les collaborateurs du Groupe ne doivent en aucun cas influencer le commanditaire de façon induue.



Les bons réflexes

Exercez une vigilance accrue dans le cas où vous êtes membre du processus de passation des marchés . En cas de doute, notamment en ce qui concerne des actions de prescription dans le cadre d'appels d'offres, contactez la structure conformité et éthique.





Diligence Raisonnée des Partenaires Commerciaux et des Employés

De quoi s'agit-il ?

La diligence raisonnée est le processus que l'entreprise doit mettre en œuvre pour identifier, prévenir, atténuer et rendre compte de la manière dont les parties concernées par la diligence traitent les impacts négatifs réels et potentiels dans leurs propres opérations, dans leur chaîne de valeur et avec leurs partenaires.

Principes clés

Le Groupe SONATRACH déploie des efforts raisonnables pour réduire les risques associés à l'interaction avec tout tiers, y compris toute relation commerciale, de travail ou autre avec des individus ou des entités juridiques. À cette fin, SONATRACH lance une procédure de diligence raisonnable périodique des partenaires commerciaux avec lesquels elle a conclu des contrats.



Les bons réflexes

- Evaluer le besoin d'engager un partenaire commercial ou un employé, et l'objectif de cet engagement / recrutement par rapport aux transactions similaires de la Société.
- Evaluer la réputation globale d'un employé ou d'un partenaire commercial, ses propriétaires et ses personnes clés en matière de conformité aux Lois anticorruption applicables.





De quoi s'agit-il ?

Un cadeau est un objet remis à titre gracieux, une prestation d'hébergement ou de restauration, une invitation à un évènement ou un avantage quelconque dont le bénéficiaire jouit gratuitement et qui a une valeur monétaire. Les cadeaux peuvent être remis à des tiers partenaires externes, qu'il s'agisse de clients, de fournisseurs ou de prestataires mais peuvent également être reçus par des collaborateurs des sociétés du Groupe.

Quel risque en matière de corruption ?

L'offre ou l'acceptation d'un cadeaux, divertissements et autres avantages (repas, voyage, hébergement, etc.) peuvent s'apparenter à des tentatives d'influer sur la décision d'un tiers pour en tirer une contrepartie indue (un marché, des informations confidentielles, des conditions contractuelles avantageuses...). Les sanctions applicables sont alors les mêmes que celles applicables aux actes de corruption et au trafic d'influence.

Principes clés

Les cadeaux et invitations ne sont pas illicites en eux-mêmes lorsqu'ils sont octroyés ou reçus sans attendre de contrepartie. Néanmoins, en toutes circonstances, ils doivent respecter strictement les exigences de la Procédure du Groupe SONATRACH sur les cadeaux et les invitations et la réglementation en vigueur.



Les bons réflexes

Les invitations ou cadeaux, acceptés ou offerts, doivent être faits dans la transparence et dans le respect des seuils de valeur imposés par le Groupe SONATRACH. Il convient de vous référer à la Procédure du Groupe sur les cadeaux et les invitations pour un état complet des bons réflexes.





De quoi s'agit-il ?

Un conflit d'intérêts est une situation dans laquelle une personne se trouve lorsqu'elle est chargée d'une fonction d'intérêt général qui entre en concurrence avec des intérêts professionnels ou personnels. De tels intérêts pourraient influencer ou paraître influencer sur la manière dont elle s'acquitte des tâches qui lui ont été confiées dans le cadre de ses fonctions.

On distingue :

Trois types de conflit d'intérêts :

Le Conflit réel : est une situation dans laquelle il est avéré que l'agent peut privilégier son intérêt personnel au détriment d'un autre intérêt qu'il a pour mandat de préserver dans le cadre de ses fonctions.

Le Conflit potentiel : est une situation susceptible de survenir, mais qui ne l'est pas encore dans la mesure où l'agent n'a pas encore assumé les fonctions

ou pris les responsabilités qui pourraient placer les intérêts en concurrence.

Le Conflit apparent : est une situation qui pourrait raisonnablement être interprétée par l'opinion publique comme susceptible d'un conflit réel.

Quel risque en matière de corruption ?

Le lien entre conflit d'intérêts et corruption n'est pas immédiat. Cependant, des activités annexes peuvent venir influencer indûment le comportement de l'agent. Par exemple, échanger directement une faveur contre de l'argent est une situation de conflit d'intérêts réel qui a complètement tourné en une forme de corruption. Mal cernées et non traitées, les situations de conflit d'intérêts peuvent entraîner la corruption du système de l'entreprise. En raison de cela, prévenir les situations de conflit d'intérêts fait partie intégrante des stratégies de lutte contre la corruption du Groupe SONATRACH.



Principes clés

Pour éviter tout risque, les conflits d'intérêts doivent être identifiés, signalés et le cas échéant faire l'objet de mesures de remédiation, dès leur apparition et avant même que tout acte commercial n'ait débuté.



L'objectif est d'agir dans le respect des principes de Loyauté et d'Intégrité inscrits au cœur des Principes de Comportement et d'Action.

Les bons réflexes

Il est préférable de prévenir une situation de conflit d'intérêts. En effet, la simple apparence d'un conflit d'intérêts peut être interprétée comme l'existence d'un tel conflit et conduire à ce qu'une décision soit remise en cause là où elle ne devrait pas l'être.



Lorsqu'un collaborateur se trouve ou risque de se trouver dans une situation pouvant conduire à un conflit d'intérêts, il doit le déclarer et garder la trace de cette déclaration ainsi que des mesures de remédiation mises en œuvre le cas échéant.



Évaluation du Risque dans nos Relations avec les Tiers

De quoi s'agit-il ?

L'évaluation du risque de corruption présenté par les tiers est un pilier essentiel du dispositif de prévention et de détection de la corruption chez le Groupe SONATRACH. Les tiers sont toutes les personnes et sociétés avec lesquelles le Groupe SONATRACH est en relation pour mener ses activités : clients, fournisseurs, sous-traitants, consultants (avocats, conseils divers), intermédiaires, associations professionnelles, pouvoirs publics, etc.

Quel risque en matière de corruption ?

La responsabilité du Groupe peut être engagée si un tiers se rend coupable d'un acte de corruption au nom du Groupe SONATRACH ou si SONATRACH bénéficie en connaissance de cause (ou sans avoir pu raisonnablement l'ignorer) d'un acte de corruption commis par un tiers.

Principes clés

L'évaluation des risques doit être réalisée avant toute conclusion d'un accord avec les tiers, la cartographie des risques permet au Groupe SONATRACH :

- D'identifier les risques qui pourraient ralentir sa performance et donner une image négative de celle-ci.
- D'apporter des preuves supplémentaires de corruption réelle ou perçue dans un contexte donné, afin d'appuyer les stratégies et politiques de lutte contre la corruption ou de défendre des intérêts.
- De donner une vision plus globale des domaines et des postes qui sont vulnérables à la corruption.



Les bons réflexes

Les collaborateurs du Groupe SONATRACH doivent se rapprocher de la structure conformité et éthique s'ils détectent le moindre élément suspect susceptible d'influer sur le niveau de risque de corruption d'un tiers.





SPONSORING

Mécénat, Dons & Parrainage

De quoi s'agit-il ?

- Le Mécénat est un soutien financier, de compétences ou matériel apporté par une entreprise sans recherche d'une contrepartie économique directe, à un organisme exerçant une activité non lucrative. Ce soutien financier est opéré en vue de soutenir une activité présentant un caractère d'intérêt général.
- Le Don est le moyen d'accorder à des fins caritatives une somme d'argent, des biens ou des services, sans attendre de contrepartie directe de la part du bénéficiaire, ni même une compensation publicitaire. Le don est généralement accordés à des organisations à but non lucratif.
- Le Parrainage (ou sponsoring) est une technique de communication consistant pour une entreprise à contribuer financièrement et/ou matériellement à une action sociale, culturelle ou sportive en vue d'en retirer un bénéfice direct matérialisé par la visibilité des valeurs de l'entreprise et l'augmentation de sa notoriété.

Quel risque en matière de corruption ?

Les dons, mécénat et parrainage peuvent être utilisés pour dissimuler un avantage indu. Ils peuvent se révéler être, ou être considérés comme, des actes de corruption, directe ou indirecte, quelle que soit leur valeur. Ce risque est accentué dans le cas où les événements ou les activités bénéficiaires ont des liens directs ou indirects avec des agents publics.

Principes clés

Les bénéficiaires d'opérations de mécénat, de dons ou de parrainage doivent impérativement faire l'objet de vérifications préalables (réputation, périmètre d'activités, lien avec d'éventuelles Personnes Exposées Politiquement (PEP)). En outre, toute contribution, qu'elle relève du mécénat, du don ou du parrainage doit faire l'objet d'un processus de validation dont le niveau dépend des sommes en jeu. La destination des sommes ou dons doit faire l'objet d'une vigilance particulière.



Les bons réflexes

Il y a lieu d'exercer une vigilance particulière si le potentiel bénéficiaire d'une opération de mécénat, d'un don ou de parrainage :

- Est ou a des liens avec un agent public ou avec une autorité publique.
- Est ou a des liens avec une Personnes Exposées Politiquement (PEP) ; ou a des liens avec l'un de nos clients.



De quoi s'agit-il ?

Dans le domaine des Ressources Humaines, il existe un risque particulier au stade du recrutement des personnes. Les emplois de complaisance consistent à recruter un candidat, sous tout type de contrat (permanent ou temporaire), en raison de ses relations personnelles, de quelque nature qu'elles soient (familiales, amicales ou affectives), avec un client, un fournisseur ou un agent public, en contrepartie de l'établissement ou du maintien d'une relation commerciale ou de toute autre contrepartie.

Quel risque en matière de corruption ?

Les emplois de complaisance peuvent servir de mécanismes de corruption, directe ou indirecte, quelle que soit la durée du contrat offert. Les conséquences légales sont accentuées dans le cas où les bénéficiaires ont des liens avec des agents publics.

Les bons réflexes

Afin de gérer au mieux le risque de corruption dans le cadre des recrutements, les demandes d'emploi sont étudiées selon une procédure structurée autour de deux grands principes :

- Le recrutement de tout nouveau collaborateur doit se fonder sur des critères objectifs d'adéquation entre la fiche de poste et les compétences des candidats.
- Toute décision de recrutement d'un candidat doit être validée par le responsable de la structure selon le cas.
- Un candidat ayant une relation avec un client, un fournisseur ou un agent public ne doit pas être systématiquement écarté. Cependant, il convient de s'assurer que son recrutement est réalisé selon la procédure normale et que celui-ci n'est pas susceptible de constituer une faveur en échange de laquelle un avantage est attendu ou espéré au profit du Groupe.



Principes clés

Les collaborateurs ne doivent jamais proposer un emploi au sein du Groupe SONATRACH à un client, un fournisseur, un agent public ou aux proches de ceux-ci en vue d'en tirer une contrepartie.

S'ils proposent la candidature d'une personne avec laquelle ils ont un quelconque lien, ils doivent déclarer ce conflit d'intérêts. Enfin, ils doivent refuser toute demande d'emploi de complaisance qui serait formulée par un tiers et garder la trace de ce refus.





Opérations de Fusion-Acquisition ou de Cession / Création de Joint-Venture

De quoi s'agit-il ?

Le Groupe SONATRACH peut être amené à acquérir de nouveaux business (sociétés ou actifs divers), à en céder ou à créer une entreprise commune «Joint-Venture» avec un partenaire externe.

Quel risque en matière de corruption ?

Les opérations de Fusion-Acquisition ou de Cession / Création de Joint-Venture présentent des risques spécifiques en matière de corruption pour le Groupe SONATRACH.

La vente d'une société accusée de corruption au Groupe SONATRACH condamne et expose son image de marque et sa réputation à l'échelle nationale et internationale.

Principes clés

Pour gérer les risques de corruption de façon adéquate, il est nécessaire de mener un certain nombre de vérifications avant de conclure une opération d'acquisition, de cession ou de création de Joint-Venture . A l'issue d'une opération d'acquisition ou de création de joint-venture, la nouvelle société devra être intégrée dans le dispositif anticorruption du Groupe SONATRACH et déployer le présent Code de Conduite. l'existence d'un programme de conformité robuste est une condition incontournable.



Les bons réflexes

La structure conformité et éthique définit les diligences spécifiques qui doivent être effectuées à chaque moment clé d'une Opération de Fusion-Acquisition ou de Cession / Création de Joint-Venture





Signalement d'Alerte « Speak Up »

De quoi s'agit-il ?

Le signalement d'actes répréhensibles (alerte) permet à une personne (employé, partenaire, fournisseurs, clients, tiers...) de porter à la connaissance du Groupe SONATRACH une situation, un comportement ou un risque susceptible de caractériser une infraction ou une violation de règles et principes du Code de Conduite Anti-Corruption, Lois, Politique ou d'éthiques adoptées par le Groupe, qui par la suite affecte l'intérêt général et l'image de marque du Groupe SONATRACH.

Principes clés

- Le Groupe SONATRACH encourage tous ses employés, partenaires, clients ou parties prenantes à poser des questions et à signaler leurs préoccupations concernant toute violation suspectée ou réelle du Code de Conduite Anti-Corruption, lois règlements et charte d'éthique, par le biais de la plateforme d'alerte du Groupe dénommée **Signalement d'Alerte « SpeakUp »**.
- Le Groupe SONATRACH s'engage à protéger la confidentialité des éléments de ces alertes, notamment du lanceur d'alerte ainsi que des faits dénoncés.
- Le Groupe SONATRACH interdit toutes les représailles contre un collaborateur qui signalerait de bonne foi un manquement aux règles ou aux lois. Agir de bonne foi signifie agir sans intention malveillante ni malhonnêteté. Signaler de fausses informations en connaissance de cause ne sera pas toléré.
- Signaler ces préoccupations protège la Société, ses employés ses partenaires ses clients et autres parties prenantes.



Les bons réflexes

Tout collaborateur qui, de manière désintéressée et de bonne foi, est autorisé à signaler des cas et/ou de demander des conseils et des attitudes à adopter face à des actions ou des comportements qui :

- Ne seraient pas en accord avec notre Code de Conduite Anti-Corruption, nos valeurs, et notre Charte Ethique.
- Ne seraient pas conformes avec les lois ou les règlements en vigueur.
- Seraient susceptibles d'affecter de manière significative les intérêts vitaux du Groupe SONATRACH et ceux de ses filiales.



Gouvernance et Pilotage

La Direction Générale est responsable du présent Code de Conduite Anti-Corruption et en a délégué la conception et le déploiement à la structure Conformité et Ethique.

Dans ce cadre, cette dernière est, notamment chargée de :

- Concevoir et définir les modalités de mise en œuvre du Code de Conduite Anti-Corruption.
- S'assurer de son déploiement et du strict respect des règles qu'il édicte.
- Veiller à la mise à jour du Code de Conduite Anti-Corruption.

La structure Conformité et Ethique est l'interlocuteur privilégié pour toutes questions théoriques et pratiques que pourraient se poser les collaborateurs du Groupe SONATRACH sur des situations potentiellement constitutives d'actes de corruption et de trafic d'influence, tant de manière préventive que corrective.

Elle conseille, accompagne et émet des recommandations opérationnelles envers les collaborateurs concernant les modalités d'application du Code de Conduite Anti-Corruption.

Mise à Jour Périodique

Le présent Code de Conduite Anti-Corruption est placé sous la responsabilité de la structure Conformité et Ethique et ne peut être modifié sans son accord. Il fera périodiquement l'objet d'une révision par la structure Conformité et Ethique en fonction des évolutions contextuelles et réglementaires, des résultats de la cartographie des risques Groupe et des incidents éventuellement détectés.

Mesures de Conformité

Le non-respect des dispositions du présent Code de Conduite Anti-Corruption est susceptible d'exposer tout collaborateur à des sanctions disciplinaires, pouvant aller du simple avertissement (ou équivalent) au licenciement, en fonction de la gravité des faits. Il est rappelé que le Groupe SONATRACH a une Politique de zéro tolérance concernant tout acte de corruption ou de trafic d'influence. Les sanctions appropriées seront celles prévues par le règlement intérieur.

سوناتراچ



sonatrach



Anti-Corruption Policy and Code of conduct **SONATRACH**



Together Towards Transparency

Anti-Corruption Policy SONATRACH 53

Anti-Corruption Code of Conduct SONATRACH 58

Sommaire

- A word from the President CEO	59
- Subject	60
- Scope of Application	61
- Definitions	62
- Regulatory and legal framework	67
- Payments of facilitation	70
- Relationship with Public agents	72
- Public or Private Calls for tenders	74
- Due Diligence of Commercial partners and Employees	76
- Gifts and invitations	78
- Conflicts of Interests	80
- Evaluation of Risks in our Relations with Third Parties	84
- Patronage - Donations- Sponsorship	86
- Human Resources-Recruitment Employment and Training of Complacency	89
- Operations of Merger-Acquisition of Cession/ Creation of Joint Venture	92
- Reporting SPEAKUP Alerts	94
- Implementation of Anti-Corruption Code of Conduct	97



Corruption is a global scourge, it undermines economies and impedes the development of States and companies.

As a public economic and wholly state-owned company operating on the national and international levels in different businesses linked to the hydrocarbon industry, SONATRACH is exposed to corruption, as are other oil companies.

Thus, as a first step, SONATRACH has adopted a steady preventive approach and edited a code of ethics.

In accordance with this code, SONATRACH builds its values such as integrity, honesty and deploys all its efforts to prevent and combat corruption.

SONATRACH strives to prevent and fight permanently bribery. Thus, this resolution resulted in the decision to implement an Anti-Corruption Management system (ACMS) pursuant to the requirements of the ISO 37001 version 2016 standard.

Within this framework, SONATRACH has adopted the policy zero tolerance for all forms of corruption in all its Activities in the whole Company.

Key element of ACMS, SONATRACH Anti- bribery Anti-Corruption policy is founded on principles and commitments.

- Banning all act of active or passive bribery, and all behavior which could be construed as an attempt of bribery.
- The sanction of any behavior that violates the Anti-Corruption policy or the Anti-Corruption management system.
- Identifying and assessing of corruption risks associated with SONATRACH's activities, and the implementation of the reasonable and adapted means to monitor these risks.
- Encouraging every SONATRACH agent and every partner to denounce, on the basis of concrete evidence and good faith, any act of corruption and SONATRACH's duty is to protect this agent from any act of reprisals and punish any libelous denunciation.
- Cooperation with commercial partners so that they adopt policies and actions to prevent corruption phenomena, in accordance with the provisions of the law and in line with SONATRACH's objectives.
- Raising awareness and initiate training of its employees on the stakes of preventing corruption.

ENGAGEMENTS

- Comply in a strict and full manner with the legislation in force pertaining to the prevention and combat corruption, in Algeria or any country where SONATRACH operates, with the involvement of its employees and partners and all who work for or / under the control of SONATRACH.
- To comply with the Anti-Corruption Management system.
- To continuously improve the Anti-Corruption Management system.
- Deploy the adequate and appropriate resources for an efficient functioning of the Anti-Corruption Management system.

The responsible for the anti-bribery conformity ensures the compliance function to prevent bribery, and has full authority and independence.

SONATRACH General Direction asks all its employees to fully adhere to this policy and contribute to attain the assigned objectives.

Offer, promise, gift, acceptance or solicitation of an unfair advantage, of any value (financial or non-financial) directly or indirectly, independently from the locations, infringing the applicable law in order to incite or reward a person to carry out or abstain to carry an act within the frame of his/her duty.

**The President & Chief
Executive Officer**

T. HAKKAR



**Anti-Corruption
Code of conduct
SONATRACH**



WORD OF THE PRESIDENT CEO

Corruption undermines confidence, affects the Corporate image, competition and results in other forms of criminality, combating Corruption is an obviousness and a strategic challenge for the Sonatrach Group.

As a driver of the Algerian economy, and a leader operating in the oil and gas sectors on the national and international levels , it is our duty to have an exemplary behavior, this is how today , the Sonatrach Group commits to conduct its business activities in a fair, ethical and conform way, and act with integrity, transparency and loyalty, therefore this commitment requires the setting up of an Anti-Corruption Management System (SMAC) and the implementation of an Anti-Corruption Code of Conduct which represents an unwavering engagement and by the implementation of a zero tolerance policy for corruption , the cornerstone of a real integrity culture in the Company.

The present Anti-Corruption Code of Conduct of the SONATRACH Group is in line with the continuous commitments made in terms of ethics and probity and expresses the personal engagement of the senior executives, managers and employees and is part of the values and principles gathering all the employees of the SONATRACH Group.

You are invited to read the present code of Conduct, share it, comply with it and above all adhere to it.

The President & Chief Executive Officer

T. HAKKAR



Subject

SONATRACH has committed to conduct its business activities with integrity and according to the most stringent Anti-Corruption standards defined by a program and requirements in terms of prevention of corruption which are expressed through a policy of zero tolerance for corruption.

The present Anti-Corruption Code of Conduct provides recommendations and sets forth basic principles and requirements in terms of conformity with the provisions of the Anti-Corruption laws applicable by the company on all its employees, partners and suppliers.

SONATRACH expects from all its employees, partners and suppliers a honest, impartial and respectful behavior towards the most stringent ethical standards, and also comply with the Anti-Corruption laws and avoid any reprehensible act no matter how small.

As a company operating in the field of oil and gas, SONATRACH must abide by all the national laws in force including the other similar laws aiming to fight corruption in the countries where its operates.



Scope of Application

The present Anti-Corruption Code of Conduct is applicable on the whole SONATRACH Group and also the scope of application of the Anti-Corruption Management System « SMAC» and governs the conduct of our employees and other persons acting on behalf of SONATRACH in all the countries and in the countries where it operates.

SONATRACH employees have to read, understand and comply with the Anti-Corruption Code of Conduct. Also, the Senior executives of SONATRACH must apply this present Anti-Corruption Code of Conduct and ensure that the persons and the entities they are responsible of, understand and respect the Code.

As SONATRACH may be responsible if its employees know or should know that a person acting on its behalf breaks the applicable Anti-Corruption laws , any employee who in good faith is aware of a corruption fact is encouraged to report it via our speakup platform.

Definitions



What's corruption ?

Offer, promise, donation, acceptance or solicitation of an unfair advantage , of any value (financial or non financial) directly or indirectly , independently from the locations, infringing the applicable laws in order to incite or reward a person to carry out or abstain to carry an act within the frame of his/her duty pursuant to the international standard ISO 37001 relating to the Anti-Corruption Management System (SMAC).

Thus, corruption is characterised :

- It may be Active (propose/ give an undue advantage – on behalf of the corrupter), or passive (accept/ sollicite an undue advantage- on behalf of the corrupted).
- It involves public individuals (involving one or several public agents) or private individuals.
- It may be direct or indirect (via agents, intermediaries, subcontractors, or simple third parties).
- Eitheir realised or only proposed (the simple offer, promise or solicitation is repressed in the same way as the granted advantage itself) and independently from the time of the conclusion of the corruption pact (the advantage could be granted after the completion of the act).

Definitions

The concept of advantage does not refer only to sums of money (commonly named « bribes») but concerns also :

- Gifts, meals, invitations, entertainments , ...).
- Preferential treatments such as job offer or training to the benefit of a relative of the corrupted.
- The advantages in nature such as providing a confidential information , making available a real estate, paying a journey,...

Influence peddling

Influence peddling designates the fact of proposing, granting, accepting to grant, - or soliciting or accepting- directly or indirectly , any advantage to a person in order to make him/her use his/her undue influence , real or supposed, to obtain a favorable decision.

It implies three actors :

The beneficiary, who is the person who wants to benefit from a favorable decision and grants the advantage.



An intermediary the one who uses the influence they enjoy by virtue of his/her position to the target person and who receives an advantage.

A target person who detains the decision-power (public agent, public authority, public administration, magistrate...).



Definitions

The active influence peddling (from the side of the beneficiary) consists in remunerating such a person so that he/she uses his /her influence.

The passive influence peddling (from the side of the intermediary) is a person who accepts remuneration (on the basis of his/her solicitation or at the request of a third party) to use his/her influence.

As with corruption, legal proceedings can be initiated independently from :

- Acceptation by the other party (the simple offer, promise or sollicitation of an advantage is sufficient).
- The effective granting of the promised or proposed advantage.
- The effective use of influence.
- Obtention of the expected favorable decision ; and the nature of the advantage.
- Proposed or granted (sums of money, gifts, advantage in nature, ...).

Laws and conventions

In order to harmonize its legal system with the conventional instruments against corruption, Algeria has adopted a series of legal and regulatory documents aiming to strengthen the values of integrity and transparency.

- Law n°06-01 of 20 february 2006, modified and completed , relating to combating corruption+ a complement in 2019.
- Ordinance n°10-05 of 26 august 2010 completing law n°06-01.
- Law n°11-15 of 2 august 2011 modifying and completing law n°06-01.

Adhesion of Algeria to the national and international Anti-Corruption conventions

- The United Nations convention against corruption adopted by the General Assembly of the UN in New York on 31st october 2003, Algeria has ratified the convention with reserve by presidential order n°04-128 of 19 april 2004.
- African Union convention on preventing and combating corruption adopted in Maputo on 11 july 2003, Algeria has ratified the convention by presidential order n°06-137 of 10 april 2006.
- Arab convention against corruption adopted in Cairo 21st december 2010, Algeria has ratified the convention by presidential order n°14-2049 of 8 september 2014.

REGULATION



Payments of Facilitation



What is it about ?

Payments of facilitation are little sums of money or any advantages of low value, paid or granted in an occult way (that is to say without receipt) to a public agent to accelerate an administrative procedure resulting in a decision that the applicant is also .entitled to.

What are the risks in matter of corruption ?

In many countries such as Algeria, payments of facilitation constitute a prohibited act of corruption. The sanctions applicable are the same as the ones applicable to acts of corruption.

Key principles

Payments of money of facilitation is strictly forbidden within the SONATRACH Group.



The right reflexes

Each employee must refuse respectfully any request of payment or acceptance of facilitation pursuant to the present Code of Conduct.



Relationship with the Public Agents



What does it concern ?

A public agent is an individual having a legal, administrative or judicial mandate within the State, a collectivity or an entity that they control, and who holds a public function or is entrusted with a mission of public service.

What are the risks in matter of corruption ?

Corrupting public agents is particularly prosecuted and repressed . It is subject to sanctions more severe than those applied on private agents because it often implies embezzlement of public funds.

Key principles

The SONATRACH Group strictly forbids any attempt to obtain any preferential treatment on behalf of a public agent by any means, including gifts, invitations, cash money or any other advantage. Also, any solicitation on the part of the public agent must be refused explicitly.



The right reflexes

Each employee of the SONATRACH Group must use common sense and increased vigilance in every situation implying interaction with a public agent.



What does it concern ?

Procurement is a process whereby the Company (sponsor) has the contracting authority to call in enterprises (subcontractors) to provide works, supplies or services.

The aim is to put in competition several enterprises for the provision of a product or service for a specified need.

Which risks in matter of corruption ?

The process of procurement, like any other process of selection paves the way to many practices likely to constitute acts of corruption or bribery. As an exemple :

- The payment of a sum of money or the provision of an advantage to the representative of the sponsor or a third party who is close.
- Undue influence against remuneration during the evaluation of the needs or in the drafting of the specifications to favor a supplier.

- Communicating confidential information on the call for tender in progress against payment.
- Using sub-contractors practising overcharging to the indirect benefit of the sponsor.

Key principles

When the SONATRACH Group is sponsor of a procurement , the employees of the Group shall in no case favor a participant for personal reasons not linked to quality and/ or to the price of the products or the proposed services.



Also, when the SONATRACH Group, respond to an expression of interest the employees of the Group shall in no case influence the sponsor in undue way.

The right reflexes

Exert an increased vigilance in case you are underway of the procurement process. In doubt , notably, concerning the limitation actions within the frame of the call for tender, contact the compliance and ethics structure.





Due Diligence of the Commercial Partners and Employees

What is it about ?

The due diligence is the process which the company has to implement in order to identify, prevent, mitigate and inform about the way it addresses the negative impacts, real or potential in their own operations, their value chain and with their partners.

Key principles

The SONATRACH Group deploys reasonable efforts to reduce the risks linked to interaction with all third parties, including all commercial or work relationship or other with individuals or legal entities. For this purpose, SONATRACH launches periodically a procedure of due diligence with commercial partners with whom it concluded agreements.



The right reflexes

- Evaluate the need to hire a commercial partner or an employee, and the objective of this recruitment compared with the similar transactions of the company.
- Evaluate the global reputation of the employee or the commercial partner, its owners and the key persons in matter of compliance with the applicable Anti-Corruption laws.



Gifts and Invitations



What is it about ?

A gift is an object received as a courtesy, a hosting or catering service, an invitation to an event or any advantage which the beneficiary enjoys for free and which has a monetary value. The gifts can be remitted to third parties external partners, either clients, suppliers or service provider but can also be remitted to employees of the companies of the Group.

What are the risks in matter of corruption ?

The offer of acceptance of a gift, entertainments and other advantages (meals, journeys, hosting...etc) can be assimilated to attempts to influence the decision of a third party to obtain an undue advantage (a market, confidential information, advantageous contract conditions...). Thus, the applicable sanctions are those applicable to acts of corruption and influence peddling.

Key principles

Gifts and invitations are not illicit in themselves when they are offered or received without expecting any advantage. Nevertheless, under all circumstances, the requirements of the SONATRACH Group procedure on gifts and invitations and the regulation in force must be complied with.



The right reflexes

Invitations or gifts, accepted or offered, must be done in transparency and within the limits of the values imposed by the SONATRACH Group. You must refer to the Procedure of the SONATRACH Group on gifts and invitations for an exhaustive information on the right reflexes.



Conflicts of Interests



What is it about ?

A conflict of interests is a situation which occurs when an individual in charge of a function of general interest enters in competition with professional or personal interests. These interests could influence or seem to influence the way this individual carries out the tasks he/she has been entrusted with within the frame of his/her function.

There are

Three types of conflicts of interests :

The real conflict : is a situation in which it is proved that the agent can foster his/her personal interest to the detriment of another interest for which he/she has mandate to preserve within the frame of his/her missions.

The potential conflict : is a situation likely to occur , but which has not yet occurred in so far as the agent has not yet assumed his duties or taken the responsibility which could place the interests in competition.

The apparent conflict : is a situation which could reasonably be interpreted by public opinion as a probable real conflict.

What are the risks in matter of corruption ?

The link between conflict of interests and corruption is not immediate. However, additional activities can unduly influence the agent's behavior. For exemple, exchange directly a favor against money is a situation of real conflict of interests which turned out to be corruption. When they are not clearly identified and addressed, situations of conflicts of interests can lead to corruption of the company's system. Thus, preventing situations of conflicts of interests is part of the strategies of combating corruption of the SONATRACH Group.



Key principles

In order to avoid any risk, the conflicts of interests must be identified, reported and if necessary undergo remedial measures, as soon as they appear and before any commercial act has started. The objective is to act in compliance with the principles of Loyalty and Integrity enshrined in the heart of the Principles of Behavior and Action.



The right reflexes

It is preferable to prevent a situation of conflict of interests.

Indeed, the simple appearance of a conflict of interests can be interpreted as being such a conflict and lead to the reconsideration of a decision where it should not otherwise be the case.

When an employee is or may find himself in a situation that could lead to a conflict of interests, he/she must declare it and keep the record of this declaration and also the remedial measures implemented if applicable.





Evaluation of the Risk in our Relationship with Third Parties

What is it about ?

The evaluation of corruption risk represented by the third parties is an essential pillar of the system of corruption prevention and detection in the SONATRACH Group ; the third parties are all the persons and companies with which the SONATRACH Group has relationships to conduct its activities : customers, suppliers, sub-contractors, consultants, (lawyers, miscellaneous conseils), intermediaries, professional associations, public authorities...

What are the risks in matter of corruption ?

The Group can be liable if a third party commits a corruption act in the name of the SONATRACH Group or if SONATRACH benefits knowingly (or without having reasonably been able to ignore it) from an act of corruption committed by a third party.

Key principles

The evaluation of the risks must be done before any agreement is concluded with third parties, the risk map enables the SONATRACH Group :

- Identify the risks which could slow down its performance and give a negative image of the company.
- Provide additional proofs of corruption real or perceived in a given situation, in order to support the strategies and policies of combating corruption or to defend interests.
- Give a more global vision of the areas and positions which are vulnerable to corruption and focus the efforts especially on these areas and positions.



The right reflexes

The employees of the SONATRACH Group must contact the Compliance and Ethics structure if they detect the slightest suspicion likely to influence on the risk of corruption level of a third party.





SPONSORING

Patronage, Donations and Sponsorship

What is it about ?

- Patronage is a financial support , of competencies or material afforded by a company without a direct economic compensation, to an organism exercising a non- profit activity. This financial support is afforded in order to sustain an activity of a general interest nature.
- Donation is the means to grant for charity purposes a sum of money , goods and services without expecting from the beneficiary any direct compensation, not even an advertisement compensation. Donations are usually afforded to non-profit organisations.
- Sponsorship is a technic of communication which consists for a company to contribute financially and/or materially to a social, cultural, sportive action with a view to gain a direct benefit materialized by the visibility of the values of the company and the expansion of its notoriety.

What are the risks in matter of corruption ?

Donations, patronage and sponsorship can be used to hide an undue advantage. They can turn out to be or considered as direct or indirect acts of corruption , whatever their value. This risk is increased in case the events or beneficiary activities have direct or indirects links with public agents.

Key principles

The beneficiaries of operations of patronage, donations or sponsorship must imperatively be checked beforehand (reputation, scope of activity, links with persons politically exposed (PEP). Moreover, any contribution either patronage, donations or sponsorship must go through a process of validation and depends on the amount of money involved. The allocation of the sums or donations must be subject to a particular vigilance.



The right reflexes

It is necessary to exert a particular vigilance if the beneficiary potential of an operation of Patronage, gift sponsorship :

- Is or has links with a public agent or a public authority.
- Is or has links with a person politically exposed (PEP) ; or has links with one of our customers.



What is it about ?

In the Human Resources domain there is a particular risk at the recruitment stage of employees. Jobs of complacency consist in recruiting a candidate under all types of contracts (permanent, or temporary), due to his personal , relationship, whatsoever the nature (family, friend, or affective), with a client, a supplier or a public agent, in compensation of the setting up or maintaining a commercial relationship or any other compensation.

What are the risks in matter of corruption ?

Complacency jobs can constitute mechanisms for direct or indirect corruption whatever the duration of the contract offered. The legal consequences are more stringent in case the beneficiaries have links with public agents.

Key principles

In order to monitor the risk of corruption during recruitments, job applications are addressed according to a procedure centred on two major principles :

- The recruitment of a new employee must be based on objective criteria, namely, there must be a match between the job description and the candidate's skills.
- Any decision of recruitment of a candidate must be validated by the head of the structure according to the case.
- A candidate having a relationship with a customer, a supplier or a public agent shall not be systematically ruled out. However, his/her recruitment must be carried out according to the normal procedure and that it shall not be likely to constitute a favor in exchange of which an advantage is expected or wished to the benefit of the Group.



The right reflexes

The employees shall never propose a job position in the SONATRACH Group to a customer, a supplier, a public agent or to their relatives with view to obtain compensation.

If they they propose the candidacy of a person with whom they have a link , they must declare this conflict of interests. Finally, they must refuse any complacency job application which would be formulated by a third party and keep the record of this refusal.





Operations of Merger-Acquisition or Setting up of Joint-Venture

What is it about ?

The SONATRACH Group may acquire new businesses (companies or different assets), transfer or create a common company (Joint Venture) with an external partner.

What are the risks in matter of corruption ?

The operations of merger-acquisition or cession/ creation of Joint venture present specific risks in matter of corruption to the SONATRACH Group.

The cession of a company accused of corruption to the SONATRACH Group, condemns and exposes its brand image and its reputation on the national and international levels.

Key principles

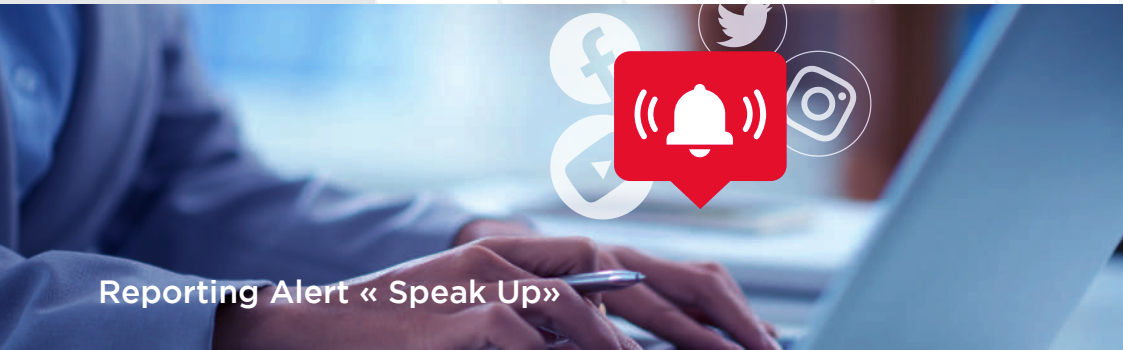
to manage corruption risks adequately, it is necessary to conduct a number of verifications before concluding an acquisition divestiture or creating joint venture transaction. Once an acquisition or joint venture is completed The Anti-Corruption and its Code of Conduct must be deployed and integrated into SONATRACH's Group system. a robust compliance program is crucial.



The right reflexes

The compliance and ethics structure defines specific due diligence that must be carried out at each key moment of an M&A or Disposal / Creating Joint Venture Operation.





Reporting Alert « Speak Up»

What is it about ?

Reporting reprehensible acts (alert) enables a person (employee, partner, supplier, customers, third parties..) to report to the SONATRACH Group a situation, a behavior or a risk likely to characterise an offence or a breach of the rules and principles of the Anti-Corruption Code of Conduct, laws, policy, or ethics adopted by the Group which will latter affect the general interest and brand mark of the SONATRACH Group.

Key principles

- The SONATRACH Group encourages all its employees, partners, customers or stakeholders to ask questions and report their concerns about any suspected or real breach of the Anti-Corruption Code of Conduct, laws, rules, ethic chart , via the alert platform of the Group denominated reporting Alert « Speak Up».
- The SONATRACH Group commits to protect confidentiality of the elements of these alerts and especially the whistleblower and also the facts that have been denounced.
- The SONATRACH Group forbids all forms of reprisals against an employee who in good faith reported a violation of the rules or the laws. Act in good faith means act without malicious intention or dishonesty. Reporting knowingly false information shall not be tolerated.
- Reporting these concerns, protects the Company, its employees, partners, customers and other stakeholders.



The right reflexes

Any employee who, in a disinterested way and in good faith, is authorised to report cases and / or asks conseils or attitudes to adopt when facing actions or behaviors which:

- Are not in compliance with our Anti-Corruption Code of Conduct, our values, and our Chart of ethics.
- Are not in compliance with laws, rules in force.
- Are likely to affect in a significant manner the vital interests of the SONATRACH Group and its affiliates.



Implementation of Anti-Corruption Code of Conduct

Governance and Management

The General Direction is responsible for this present Anti-Corruption Code of Conduct and has entrusted the Structure Compliance and Ethics the design and diffusion. within this framework, this structure is notably in charge of :

- Design and work out the procedures of the implementation of the Anti-Corruption Code of Conduct.
- Ensure its diffusion and the strict compliance to the rules stipulated.
- Ensure the update of the Anti-Corruption Code of Conduct.

The structure Compliance and Ethics is the privileged interlocutor for any theoretical and practical questions that may be asked by the employees of the Group SONATRACH on the situations potentially constitutive of acts of corruption and influence peddling , both preventive and corrective. It advises, supports and provides operational recommendations to the employees concerning the implementation procedure of the Anti-Corruption Code of Conduct.

Implementation of Anti-Corruption Code of Conduct

Periodic update

The present Anti-Corruption Code of Conduct is placed under the responsibility of the structure Compliance and Ethics and can not be amended without its agreement.

It will be subject to periodic review by the structure Compliance and Ethics according to the contextual and regulatory evolutions , the results of the map of the Group risks and any detected incidents.

Compliance measures

Breaking the present Anti-Corruption Code of Conduct is likely to expose any employee to exemplary disciplinary sanctions, from the simple warning (or equivalent) to dismissal, depending on the seriousness of the facts. It must be recalled that SONATRACH Group adopts a policy of zero-tolerance concerning acts of corruption of influence peddling. The sanctions are those provided for in the House Rules.

تحيين وتحسين بشكل دوري

توضع مدونة قواعد سلوك مكافحة الرشوة والفساد هذه، تحت مسؤولية مصلحة المطابقة والأخلاقيات ولا يمكن تعديلها دون موافقتها.

تكون هذه المدونة محل مراجعة وتحيين بشكل دوري من قبل المصلحة وفقاً للتطورات الظرفية والتنظيمية، وكذا نتائج خريطة مخاطر المجمع أو أية حادثة قد يتم اكتشافها.

إجراءات المطابقة

من المحتمل أن يؤدي عدم الامتثال لأحكام مدونة قواعد سلوك مكافحة الرشوة و الفساد إلى تعريض أي موظف لعقوبات تأديبية، والتي يمكن أن تتراوح بين إنذار بسيط (أو ما يعادله) إلى الفصل النهائي، وذلك حسب خطورة الأفعال.

تجدر الإشارة إلى أن مجمع سوناپراك يعتمد سياسة عدم التسامح المطلق فيما يتعلق بأي فعل من أفعال الفساد و الرشوة أو استغلال النفوذ، والعقوبات المخصصة هي تلك المنصوص عليها في النظام الداخلي.

تطبيق مدونة قواعد سلوك مكافحة الرشوة والفساد

الحوكمة والقيادة

المديرية العامة هي المسؤولة عن مدونة قواعد سلوك مكافحة الرشوة و الفساد وقد تم تفويض إعدادها وتوزيعها لمصلحة المطابقة والأخلاقيات.

في هذا الإطار، فإن المصلحة مكلفة بشكل خاص بما يلي:

- إعداد وتحديد كفاءات تنفيذ مدونة السلوك لمكافحة الرشوة.
- ضمان تطبيقها والامتثال الصارم للقواعد التي تنص عليها.
- السهر على تحيينها وتحسينها.

مصلحة المطابقة والأخلاقيات هي المحاور المميّزة لمعالجة جميع المسائل النظرية والعملية التي قد يواجهها موظفو مجمع سوناتراك في مواقف قد يحتمل أن تشكل أفعال فساد و رشوة واستغلال النفوذ، سواء بشكل وقائي أو تصحيحي.

تقدم المصلحة المشورة وترافق وتصدر التوصيات العملية للموظفين فيما يتعلق بكفاءات تطبيق المدونة.

التصرفات المفضلة

يخوّل لكل موظف، بطريقة نزيهة وبحسن نية، الإبلاغ عن حالات أو طلب المشورة أو التصرفات الواجب اتباعها تجاه أفعال أو سلوكيات من شأنها :



- أن لا تتوافق مع مدونة قواعد سلوك مكافحة الرشوة و الفساد، وقيم المجمع، ومدونة أخلاقياته.
- أن لا تمثّل للقوانين أو اللوائح السارية المفعول.
- أن يمكن أن تؤثر بشكل كبير على المصالح الحيوية لمجمع سوناپراك ولشركاته الفرعية.

مبادئ رئيسية

- يشجع مجّمع سوناطراك جميع موظّفيه، وشركائه، وزبائنه، وأصحاب المصلحة على الإبلاغ وطرح انشغالاتهم بشأن أي انتهاك مشتبه به أو حقيقي، لمدوّنة قواعد سلوك مكافحة الرشوة و الفساد هذه وكذا القوانين واللوائح ومدوّنة الأخلاقيات، وهذا من خلال منصة تنبيه المجّمع المسماة «إبلاغ الإنذار» SpeakUp.



- يتعهد مجّمع سوناطراك بحماية سرية عناصر هذه التنبيهات وخاصة مُبلّغ الإنذار، فضلا عن الأفعال التي تم التبليغ عنها.

- يحظّر مجّمع سوناطراك جميع الأعمال الانتقامية ضد الموظّف الذي يبلغ بحسن نية عن خرق القواعد أو القوانين. فالتصرف بحسن نية يعني التصرف بأمانة وبدون نية التضليل. لذا فإنه لن يتم التسامح مع الإبلاغ المُتعمّد عن معلومات خاطئة.

- إن الإبلاغ عن هذه الانشغالات يحمي الشركة وموظّفيها وشركائها وزبائنها وأصحاب المصلحة الآخرين.

« Speak Up » إبلاغ الإنذار

بماذا يتعلق الأمر؟

يتيح الإبلاغ عن المخالفات (الإنذار) لأي شخص (موظف، شريك، مورد، زبون، طرف ثالث ...) لفت انتباه مجتمّع سوناطراك إلى موقف أو سلوك أو خطر من المحتمل أن يشكل مخالفة أو انتهاك لقواعد ومبادئ مدوّنة السلوك هذه وكذا القوانين أو السياسات أو الأخلاقيات المتعلقة بمكافحة الرشوة و الفساد التي اعتمدها مجتمع سوناطراك، والتي تؤثر لاحقاً على المصلحة العامة وسمعة وصورة المجتمّع.

عمليات دمج - استحواذ أو تنازل/ إنشاء مشروع مشترك

مبادئ رئيسية

لإدارة مخاطر الرشوة و الفساد بشكل مناسب، من الضروري إجراء عدة عمليات تحقق قبل إتمام عملية الاستحواذ أو التنازل أو إنشاء مشروع مشترك .



في نهاية عملية الاستحواذ أو إنشاء مشروع مشترك ، يجب دمج الشركة الجديدة في إلى نظام إدارة مكافحة الرشوة و الفساد التابع لمجمع سوناطراك والسهر على تطبيق مدونة قواعد السلوك هذه. كما أن وجود برنامج مطابقة قوي يعتبر أمرا ضروريا.

التصرفات المفضلة



تحدد مصلحة المطابقة والأخلاقيات الإجراءات الواجب تنفيذها في كل وقت / مهم من عملية دمج - استحواذ أو تنازل/ إنشاء مشروع مشترك .

عمليات دمج - استحواذ أو تنازل / إنشاء مشروع مشترك

مشروع مشترك شراكة

بماذا يتعلق الأمر؟

قد يحتاج مجمّع سوناطراك إلى الاستحواذ على أعمال جديدة (شركات أو أصول مختلفة) أو بيعها أو إنشاء شركة مشتركة («مشروع مشترك») مع شريك خارجي.

ما المخاطر بشأن الرشوة؟

تمثل عمليات دمج - استحواذ أو بيع / إنشاء مشاريع مشتركة مخاطر خاصة من حيث الفساد و الرشوة بالنسبة لمجمّع سوناطراك.

إن بيع شركة متهمّة بالرشوة والفساد لمجمّع سوناطراك يُدين ويمس سمعتها وعلامتها التجارية على الصعيدين الوطني والدولي.

التصرفات المفضلة

يجب ألا يعرض الموظفون أبدًا إطلاقًا أي منصب عمل بمجمّع سوناپراك على زبون أو مورّد أو موظف عمومي أو أقارب هؤلاء بهدف الحصول على مقابل.



إذا عرض هؤلاء ترشيح شخص تربطهم به صلة ما ، فيجب عليهم التصريح بحالة تعارض المصالح هذه. أخيرًا ، يجب عليهم رفض أي طلب لتوظيف محاباة يقدمه طرف ثالث والاحتفاظ بأدلة هذا الرفض.

مبادئ رئيسية

من أجل إدارة مخاطر الرشوة بشكل أفضل في مجال التوظيف، تتم دراسة طلبات العمل وفقاً لإجراء منظم حول مبادئ رئيسيين:



- يجب أن يستند توظيف أي موظف جديد إلى معايير موضوعية حول التلائم بين متطلبات الوظيفة ومهارات المترشحين
- يجب أن تتم الموافقة على كل قرار توظيف من قبل مسؤول المصلحة حسب الحالة.
- يجب عدم رفض المترشح الذي له علاقة بزبون أو مورّد أو موظف عمومي بشكل آلي، غير أنه ينبغي التأكد من أن توظيفه يتم وفقاً للإجراء العادي وأنه من غير المحتمل أن يكون ذلك محابة مقابل الحصول على ميزة متوقعة أو مأمولة لصالح المجتمع.

الموارد البشرية - توظيف أو تكوين محاسبة



بماذا يتعلق الأمر؟

في مجال الموارد البشرية، هناك خطر خاص في مرحلة توظيف الأشخاص.

تتمثل وظائف المحاسبة في توظيف مترشح، بموجب أي نوع من العقود (دائمة أو مؤقتة)، بسبب علاقاته الشخصية، التي قد تكون (عائلية، صداقة أو عاطفية) مع زبون، موزّذ أو موظف عمومي، وهذا مقابل إقامة علاقة تجارية أو الحفاظ عليها أو لاعتبارات أخرى.

ما المخاطر بشأن الرشوة؟

يمكن أن تكون وظائف المحاسبة بمثابة آليات للفساد والرشوة، سواء بشكل مباشر أو غير مباشر، بغض النظر عن مدة العقد المقدم.

تُشدّد العواقب القانونية في حالة وجود صلات بين المستفيدين وموظفين عموميين.

التصرفات المفضلة

يجب توخّي الحذر بشكل خاص إذا كان المستفيد المحتمل من تبرع أو هبة أو رعاية :



- موظّف عمومي أو سلطة عمومية أو لديه صلات بهم.
- شخص مكشوف سياسيا، أو له علاقة به ، أو لديه صلات مع أحد زبائننا.

ما المخاطر بشأن الرشوة؟

يمكن استخدام التبرعات والهبات والرعاية لإخفاء ميزة غير مستحقة، قد يتضح أنها أفعال فساد و رشوة، أو قد تُعتبر كذلك ، سواء كانت مباشرة أو غير مباشرة ، وبغض النظر عن قيمتها. ويزداد هذا الخطر في حالة وجود علاقات مباشرة أو غير مباشرة بين الأحداث أو الأنشطة المستفيدة والموظفين العموميين.

مبادئ رئيسية



يجب أن يخضع المستفيدون من عمليات التبرع والهبات والرعاية بشكل حتمي لتحقيقات مسبقة (السلوك ، مجال النشاط، العلاقة مع أشخاص مكشوفين سياسيا)، وفضلا عن ذلك ، فإن أي مساهمة ، سواء كانت تبرع، أو هبة أو رعاية، يجب أن تخضع لإجراءات موافقة، يحدد مستواها وفقا للمبالغ المعنية، كما يجب أن تكون وجهة المبالغ أو الهبات محل يقظة خاصة.



SPONSORING

التبرع والهبات والرعاية

بماذا يتعلق الأمر؟

- **التبرع** هو دعم مالي أو مهاري أو مادي تقدمه شركة ما، دون السعي للحصول على تعويض اقتصادي مباشر، لصالح منظمة تقوم بنشاط غير ربحي، يتم تقديم هذا الدعم المالي بهدف دعم نشاط ذي مصلحة عامة.
- **الهبة** هي وسيلة لمنح مبلغ من المال أو سلع أو خدمات لأغراض خيرية، دون انتظار أي مقابل مباشر من المستفيد، أو حتى تعويض إسهاري، وعادة ما تمنح الهبة لمنظمات غير ربحية.
- **الرعاية** هي تقنية اتصال تساهم من خلالها الشركة مالياً أو مادياً في نشاط اجتماعي، أو ثقافي، أو رياضي من أجل الحصول على فائدة مباشرة تتجسد من خلال إسهار وإبراز رموز وقيم الشركة ورفع سمعتها.

تقييم المخاطر في علاقاتنا مع الأطراف الثالثة

مبادئ رئيسية

يجب إجراء تقييم المخاطر قبل إبرام أية اتفاقية مع أطراف ثالثة، فخريطة المخاطر تسمح لمجمّع سوناطراك بما يلي:



- تحديد المخاطر التي يمكن أن تعيق أداءه وتعطي صورة سلبية عنه.
- تقديم أدلة إضافية عن الفساد و الرشوة الحقيقية أو المتحصل عليها في سياق معين، بغرض تعزيز استراتيجيات وسياسات مكافحة الفساد و الرشوة و الدفاع عن مصالح.
- إعطاء نظرة أكثر وضوحاً عن المجالات والمناصب المعرضة للفساد والرشوة والتمكين من تركيز الجهود عليها بصفة خاصة.

التصرفات المفضلة



يجب أن يتواصل موظفو مجمع سوناطراك مع مصلحة المطابقة والأخلاقيات إذا اكتشفوا أي حالة اشتباه يحتمل أن تؤثر على مستوى خطر الرشوة من طرف ثالث.



تقييم المخاطر في علاقاتنا مع الأطراف الثالثة

بماذا يتعلق الأمر؟

يعتبر تقييم مخاطر الرشوة والفساد الناجمة عن الأطراف الثالثة ركيزة أساسية لنظام الوقاية و تحزري الرشوة و الفساد بمجمع سوناتراك .

الأطراف الثالثة يقصد بها جميع الأشخاص والشركات التي تربطها علاقة بمجمع سوناتراك للقيام بأنشطة : زبائن، مورّدون، مناوّلون، مستشارون (محامون، استشارات مختلفة)، وسطاء، جمعيات مهنية، سلطات عمومية، ..إلخ.

ما المخاطر بشأن الرشوة؟

قد يكون المجمع مسؤولاً إذا ارتكب طرف ثالث فعل فساد أو رشوة باسم مجمع سوناتراك أو إذا استفادت سوناتراك عمداً (أو دون أن يكون بمقدورها تجاهل ذلك) من فعل فساد أو رشوة قام به طرف ثالث.

مبادئ رئيسية



لتجنب أي خطر، يجب تحديد حالات تعارض المصالح والإبلاغ عنها، وعند الضرورة، إخضاعها لإجراءات تصحيحية بمجرد ظهورها وحتى قبل الشروع في أي عمل تجاري.

الهدف من ذلك هو التصرف وفقاً لمبادئ الولاء والنزاهة التي هي في صميم مبادئ السلوك والعمل.

التصرفات المفضلة

من الأفضل تفضي حالة تعارض المصالح، حيث أن مجرد ظهور حالة تعارض يمكن تفسيره على أنه تعارض حقيقي مما قد يؤدي إلى التشكيك وإعادة النظر في قرار ما لا يحتاج إعادة النظر فيه.



عندما يجد الموظف نفسه أو يحتمل أن يجد نفسه في موقف قد يؤدي إلى تعارض المصالح، يجب عليه التصريح بذلك والاحتفاظ بدليل عن هذا التصريح، وكذا الإجراءات التصحيحية التي تم اتخاذها عند الضرورة.



تعارض المصالح

تعارض بائن : هو الموقف الذي يمكن أن يفسره الرأي العام بشكل معقول على أنه عُرضة لتعارض حقيقي للمصالح.

ما المخاطر بشأن الرشوة؟

العلاقة بين تعارض المصالح والرشوة ليست فورية، غير أنه، قد تؤثر الأنشطة الملحقة بشكل غير ملائم على سلوك الموظف.

على سبيل المثال، المبادلة المباشرة لخدمة مقابل المال تعتبر حالة تعارض مصالح حقيقية والتي تحولت بالكامل إلى شكل من أشكال الرشوة والفساد.

يمكن أن تؤدي حالات تعارض المصالح التي لا يتم تحديدها بشكل صحيح ولا يتم معالجتها، إلى حدوث الرشوة في نظام الشركة، لهذا السبب، فإن الوقاية من حالات تعارض المصالح هو جزء لا يتجزأ من استراتيجيات مكافحة الرشوة والفساد لمجمع سوناپراك.



بماذا يتعلق الأمر؟

تعارض المصالح هو الموقف الذي يجد فيه شخص نفسه، عندما يكون مكلفاً بوظيفة مصلحة عامة تكون في منافسة مع مصالح مهنية أو شخصية، حيث يمكن أن تؤثر هذه المصالح على الطريقة التي يؤدي بها المهام الموكلة إليه في إطار وظائفه.

يمكن أن نميز بين:

ثلاثة أنواع من تعارض المصالح :

التعارض الحقيقي : هو الموقف الذي يُثبت فيه أن الموظف بإمكانه تفضيل مصالحه الشخصية على حساب مصلحة أخرى مكلف بالمحافظة عليها في إطار وظائفه

التعارض المحتمل : هو موقف يمكنه الحدوث، لكنه لم يحدث بعد طالما أن الموظف لم يتولى بعد الوظائف أو المسؤوليات التي يمكن أن تضع المصالح محل منافسة.

مبادئ رئيسية



الهدايا والضيافة ليست ممنوعة في حد ذاتها عندما يتم منحها أو تلقيها دون انتظار مقابل، غير أنه، في جميع الأحوال يجب عليها الامتثال الصارم لمتطلبات إجراءات مجمّع سوناتراك بشأن الهدايا والضيافة والقوانين السارية المفعول.

التصرفات المفضلة



يجب أن تكون الضيافة أو الهدايا، المقبولة أو المقدمة، في إطار شفافية تامة، وباحترام حدود القيمة المفروضة من طرف مجمّع سوناتراك، لذا يجب الرجوع إلى إجراءات المجمّع بشأن الهدايا والضيافة وهذا للاطلاع على كل التصرفات الصحيحة في هذا الصدد.



بماذا يتعلق الأمر؟

الهدية هي شيء يتم تقديمه مجاناً، كخدمة إقامة أو إطعام، أو دعوة إلى حدث أو أي ميزة يتمتع بها المستفيد مجاناً ولها قيمة نقدية.

يمكن تقديم الهدايا لمتعاملين خارجيين، سواء كانوا زبائن أو موردين أو مُقدمي خدمات، ويمكن تلقيها أيضاً من قبل موظفي شركات المجمع.

ما المخاطر بشأن الرشوة؟

قد يرقى عرض أو قبول هدية أو مزايا أخرى (ضيافة، سفر، إيواء .. وغيرها) إلى محاولات للتأثير على قرار طرف ثالث من أجل الحصول على مقابل غير مبرر (صفقة، معلومات سرية، ظروف تعاقدية فضلى..). وبالتالي فالعقوبات المطبقة هي نفسها التي تطبق على أفعال الرشوة واستغلال النفوذ.

العناية الواجبة للمتعاملين التجاربيين والمستخدمين

مبادئ رئيسية



يبدل مجمّع سوناتراك جهودًا معتبرة لتقليل المخاطر المرتبطة بالتعامل مع أي طرف ثالث، بما في ذلك كل علاقة تجارية، أو علاقة عمل أو علاقة أخرى مع أفراد أو هيئات قانونية. ولهذه الغاية، أطلقت سوناتراك إجراءات العناية الواجبة الدورية للمتعاملين التجاريين المتعاقدة معهم.

التصرفات المفضلة

- يجب تقييم الحاجة لاعتماد شريك تجاري أو موظف، وكذا الهدف من هذا التوظيف، وهذا بأخذ عين الاعتبار المعاملات المماثلة في الشركة.



- يجب تقييم السلوك العام للموظف أو الشريك التجاري ومالكه والأشخاص المُهمين لديه، فيما يتعلق بالإمتثال لقوانين مكافحة الفساد والرشوة السارية المفعول.



العناية الواجبة للمتعاملين التجاريين والمستخدمين

بماذا يتعلق الأمر؟

العناية الواجبة للمتعاملين التجاريين والمستخدمين، هي العملية التي يجب على الشركة تنفيذها للتحديد والوقاية والتخفيف وكذا التقرير عن كيفية معالجتهم للآثار السلبية الفعلية أو المحتملة للفساد و الرشوة ، وهذا في عملياتهم الخاصة وضمن سلسلة القيم الخاصة بهم ومع شركائهم.

الصفقات العمومية أو الخاصة

- التأثير غير المبرر - بمقابل - خلال تقييم الاحتياجات أو في إعداد دفتر الشروط لصالح أحد الموردين.
- تسريب معلومات سرية حول الصفقات الجارية بمقابل.
- استغلال مناولين يضحمون الفواتير لصالح ممثل صاحب الصفقة بشكل غير مباشر.

مبادئ رئيسية



عندما يكون مجّمع سوناطراك مانحا للصفقات، يجب أن لا يحابي موظفو المجّمع، بأي حال من الأحوال أحد المشاركين لاعتبارات شخصية لا تتعلق بجودة أو سعر المنتجات أو الخدمات المقدمة.

وكذلك، عندما يكون مجّمع سوناطراك مهتما ويشارك في صفقة، لا يجوز لموظفيه تحت أي ظرف كان، التأثير على صاحب الصفقة بشكل غير مناسب.

التصرفات المفضلة



يجب توجّي اليقظة العالية عندما تكون مشاركا في عملية منح الصفقات، وفي حالة الشك، لا سيما فيما يتعلق بإجراءات الإعداد في إطار تقديم العروض، يوصى بالاتصال بمصلحة المطابقة والأخلاقيات.

الصفقات العمومية أو الخاصة

Appels
d'offres

بماذا يتعلق الأمر؟

عملية منح الصفقات هي إجراء تمتلك من خلالها الشركة (الراعية) السلطة التعاقدية لدعوة شركات (مقدمو العروض) لتنفيذ خدمة إنجاز أشغال، أو توريدات أو خدمات.

الهدف من ذلك، هو إشراك عدد من الشركات في المنافسة على تقديم منتج أو خدمة لحاجة محددة.

ما المخاطر بشأن الرشوة؟

إن عملية منح الصفقات، مثل أي عملية اختيار، تفتح المجال أمام العديد من الممارسات التي قد تكون فعل رشوة أو استغلال نفوذ، فقد تكون على سبيل المثال :

- دفع مبلغ مالي أو تقديم ميزة لممثل صاحب الصفقة أو لطرف ثالث مقرب منه.

مبادئ رئيسية



يَحْظُر مجَمَّع سوناطراك بشكل قاطع أي محاولة للحصول على أي نوع من المعاملة التفضيلية من طرف أي موظف عمومي وبأي وسيلة كانت، بما في ذلك الهدايا، أو الضيافة، أو سيولة نقدية أو أي ميزة أخرى، وبالمثل، يجب رفض أي التماس من أي موظف عمومي بشكل قاطع.

التصرفات المفضلة



يجب على كل موظف في مجمَّع سوناطراك أن يكون عقلانياً ويقظاً في أي موقف يتعامل فيه مع موظف عمومي .

العلاقات مع الموظفين العموميين



بماذا يتعلق الأمر؟

الموظف العمومي هو الشخص الذي يشغل عهدة تشريعية، إدارية أو قانونية لدى مؤسسات الدولة أو جماعة محلية أو هيئة تشرف عليها الدولة، وتمارس وظيفة عمومية أو يُعهد إليها بمهّمة خدمة عمومية.

ما المخاطر بشأن الرشوة؟

محاولة رشوة الموظفين العموميين تُخضع بشكل خاص صاحبها للمتابعة القضائية والقمع، ويترتب عن ذلك عقوبات أشد من تلك المسلطة على محاولة رشوة موظفين خواص، لأنها غالباً ما تؤدي إلى اختلاس الأموال العمومية.



مبادئ رئيسية

يُحظر تمامًا دفع عمولات التسهيل بمجمع سوناپراك.

التصرفات المفضلة



يجب على كل موظف أن يرفض باحترام أي طلب لدفع أو قبول عمولات التسهيل بناءً على مدونة قواعد السلوك هذه.



بماذا يتعلق الأمر؟

عمولات التسهيل هي مبالغ مالية صغيرة أو مزايا ذات قيمة صغيرة، يتم دفعها أو تقديمها بطريقة خفية (بالتالي بدون وصل) لموظف عمومي بغرض تسريع الإجراءات الإدارية لإصدار قرار يكون لمقدم الطلب الحق فيه أصلاً.

ما المخاطر بشأن الرشوة؟

في العديد من البلدان، مثل الجزائر، تعتبر عمولات التسهيل فعلاً من أفعال الفساد والرشوة وهي محظورة، وبالتالي فإن العقوبات المطبقة هي نفسها التي تنطبق على أفعال الرشوة.

أنظمة



انضمام الجزائر إلى الاتفاقيات الإقليمية والدولية لمكافحة الفساد و الرشوة

- اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الفساد والرشوة التي اعتمدها الجمعية العامة للأمم المتحدة بنيويورك في 31 أكتوبر 2003 ، حيث صادقت الجزائر على هذه الاتفاقية مع تحفظات بموجب المرسوم الرئاسي رقم 04-128 المؤرخ في 19 أبريل 2004.
- اتفاقية الاتحاد الافريقي للوقاية من الفساد ومكافحته، الموقعة بـمابوتو في 11 يوليو 2003 ، حيث صادقت الجزائر على هذه الاتفاقية بموجب المرسوم الرئاسي رقم 06-137 الصادر في 10 أبريل 2006.
- الاتفاقية العربية لمكافحة الفساد المبرمة بالقاهرة في 21 ديسمبر 2010 ، حيث صادقت الجزائر على هذه الاتفاقية بموجب المرسوم الرئاسي رقم 2049 - 14 المؤرخ في 8 سبتمبر 2014.

القوانين والاتفاقيات

القوانين الوطنية

من أجل أن تتسجم منظومتها القانونية مع النظام المتفق عليه لمكافحة الرشوة، سنتّ الجزائر مجموعة من النصوص التشريعية والتنظيمية، تهدف لتعزيز قيم النزاهة والشفافية.

- القانون رقم 06-01 المؤرخ في 20 فبراير 2006 المعدل والمتمم، المتعلق بالوقاية من الفساد ومكافحته + تنمّة في سنة 2019 .
- الأمر رقم 10-05 المؤرخ 26 أوت 2010 المكمل للقانون رقم 06-01.
- القانون رقم 15-11 المؤرخ في 2 أوت 2011 المعدل والمتمم للقانون رقم 06-01 .

يمكننا التمييز بين :

- استغلال النفوذ النشيط (من طرف المستفيد) يتمثل في دفع مقابل مادي لشخص ما (الوسيط) مقابل استخدام نفوذه.
 - استغلال النفوذ المستتر (من طرف (الوسيط): قبول شخص لمقابل مادي (بناءً على إتماسه أو طلب طرف ثالث) من أجل استخدام نفوذه.
- كما هو الشأن بالنسبة للرشوة، يمكن إطلاق متابعات قضائية بغض النظر عن :
- قبول الطرف الآخر (العرض أو الوعد أو الحث يعتبر كافيا).
 - المنح الفعلي للميزة الموعودة أو المقترحة.
 - الاستخدام الفعلي للنفوذ.
 - الحصول على القرار بالموافقة المتوقع.
 - طبيعة الميزة المقترحة أو الممنوحة (مبلغ مالي، هدايا ، مزايا عينية...إلخ).

تعريفات

ما معنى استغلال النفوذ ؟

يقصد باستغلال النفوذ عرض أو منح أو الموافقة على منح - أو التماس أو قبول - بشكل مباشر أو غير مباشر، لأية ميزة لشخص حتى يستغل نفوذه الحقيقي أو المفترض، من أجل الحصول على قرار بالموافقة من شخص آخر.

ويشمل ثلاثة فاعلين:



المستفيد، وهو الشخص الذي يرغب في الاستفادة من قرار بالموافقة وهو من يقدم الميزة.

الوسيط، هو الشخص الذي يستغل الثقة التي يتمتع بها بفعل مكانته مع شخص مستهدف والذي يحصل على ميزة.



الشخص المستهدف هو صاحب سلطة اتخاذ القرار (موظف عمومي، سلطة عمومية، إدارة عمومية، رجل قضاء ... إلخ).

لا تتعلق فكرة الميزة الغير مستحقة بالمبالغ المالية، ولكنها تشمل أيضًا بشكل خاص :

- الهدايا والضيافة والدعوات والترفيه .
- المعاملات التفضيلية، مثل عرض عمل أو تكوين لصالح أحد مقربي الراشي.
- المزايا العينية، مثل إعطاء معلومات سرية، أو توفير ممتلكات، أو تسديد رحلات ..إلخ.

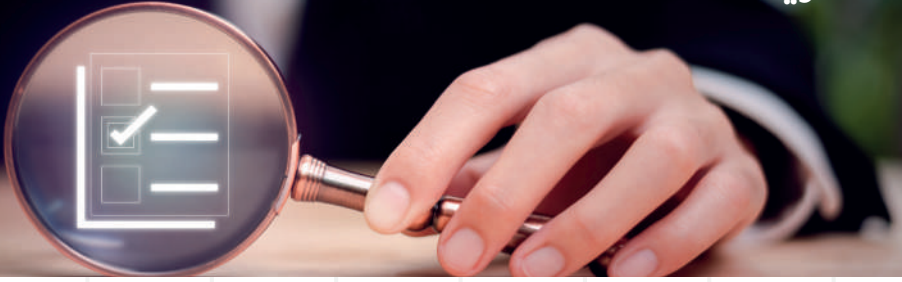
قد يكون المقابل المطلوب أو المنتظر:

- إبرام عقد أو تجديده.
- الاستفادة من خصم على سعر السلعة المباعة أو الخدمة المقدمة.
- تشارك معلومات سرية مع شركة منافسة.
- الحصول على عقد أو تجديده مع شركات عمومية.
- الحصول على تأشيرة ، رخصة بناء ، رخصة استغلال.
- ميزة ضريبية أو جمركية .. إلخ.

تعريفات

و تتميز الرشوة بما يلي:

- سواء كانت نشطة (تقديم أو إعطاء ميزة غير مستحقة : فعل الراشي) أو مستترة (قبول أو إلتماس ميزة غير مستحقة : فعل المرثشي).
- سواء تعلق الأمر بأشخاص عموميين (يشمل واحدًا أو أكثر من الموظفين العموميين) أو خواص.
- سواء كانت مباشرة أو غير مباشرة (عبر وكلاء أو وسطاء أو مناولين أو أطراف ثالثة) .
- سواء تم تقديمها فعلا أو اقتراحها فقط (يتم معاقبة العرض أو الوعد أو الحث بنفس طريقة منح الميزة نفسها)، وبغض النظر عن وقت إتمام معاقبة الرشوة (يمكن منح الميزة بعد استيفاء المطلوب من الرشوة).



ما هي الرشوة؟

تقديم، أو وعد ، أو إعطاء ، أو قبول أو التماس ميزة غير مستحقة بأية قيمة (سواء مالية أو غير مالية) ، بشكل مباشر أو غير مباشر ، وبصرف النظر عن المكان، وهذا بما ينتهك القوانين المطبقة، كوسيلة لإقناع أو مكافأة شخص ليعمل أو ليمتنع عن العمل فيما يتعلق بأداء مهامه، وذلك وفقًا للمعيار الدولي إيزو 37001 ، المتعلق بنظام إدارة مكافحة الرشوة.



مجال التطبيق

تطبق مدونة قواعد سلوك مكافحة الرشوة والفساد هذه، على مجمع سوناتراك بأكمله فضلا عن مجال تطبيق نظام إدارة مكافحة الرشوة والفساد، وتدير سلوك موظفيه والأشخاص الآخرين الذين يعملون لحساب سوناتراك في كل الوطن وفي جميع البلدان التي تمارس بها أنشطتها، ويجب على موظفي سوناتراك قراءة هذه المدونة وفهمها والامثال لها، فضلا عن ذلك، يجب على مسؤولي سوناتراك العمل على تطبيق هذه المدونة، والتأكد من أن الأشخاص والهيئات التابعة لمسؤوليتهم يفهمونها والا يلتزمون بمضمونها.

نظرًا لكون سوناتراك قد تكون مسؤولة إذا كان موظفوها على علم أو من المفروض عليهم أن يعلموا، أن شخصًا يتعامل باسمها، ينتهك قوانين مكافحة الفساد والرشوة المعمول بها، فإن أي موظف، بحسن نية، يعلم بحدوث فساد أو رشوة يتم تشجيعه على الإبلاغ عن ذلك من خلال منصة الإبلاغ «SpeakUp».

التزمت سوناطراك على أن تمارس أعمالها بنزاهة، ووفقًا لأعلى معايير مكافحة الرشوة والفساد، والتي يحددها برنامج ومتطلبات الوقاية من الرشوة والفساد، التي تُترجم من خلال سياسة عدم التسامح المطلق تجاه هذه الظاهرة.

تقدم مدونة قواعد سلوك مكافحة الرشوة والفساد هذه، إرشادات وتحدد المبادئ والمتطلبات الأساسية للإمتثال لأحكام قوانين مكافحة الفساد والرشوة التي تطبقها الشركة على جميع موظفيها ومتعاملينا ومورديها. تتوقع سوناطراك من جميع موظفيها ومتعاملينا ومورديها، التصرف بأمانة وحيادية وباحترام للمعايير الأخلاقية الأكثر صرامة، كما يجب عليهم أيضًا احترام قوانين مكافحة الفساد والرشوة وتجنب كل مخالفة مهما كانت بسيطة.

يتعين على سوناطراك، بصفتها شركة تعمل في مجال النفط والغاز، احترام جميع القوانين الوطنية السارية المفعول، وكذا القوانين المماثلة في البلدان التي تُمارس بها أنشطتها، الهادفة لمكافحة الفساد والرشوة.

كلمة الرئيس المدير العام

إن الفساد و الرشوة تدمر الثقة وتمس بصورة وسمعة المؤسسة وتنافسيته وتخلّف أشكاًلأخرى من الجريمة، لذلك فإن مكافحة الفساد و الرشوة أمر بيدي و قضية وتحدي استراتيجي بالنسبة لمجمع سوناطراك .

إن سوناطراك بصفتها قاطرة الاقتصاد الجزائري، ورائدة في مجال النفط والغاز على الصعيدين الوطني والدولي، فإنه يتوجب علينا أن نكون قدوة ومثالا، لهذا يلتزم اليوم مجمع سوناطراك بممارسة أعماله بشكل سليم، وبطريقة أخلاقية ومتوافقة والتصرف بنزاهة وشفافية وولاء، ويتطلب هذا الالتزام وضع نظام لإدارة مكافحة الفساد و الرشوة، وتطبيق مدونة سلوك مكافحة الفساد و الرشوة، باعتبارها التزاماً قويا في حد ذاتها، وكذا من خلال تطبيق سياسة عدم التسامح المطلق تجاه الفساد و الرشوة، التي تعتبر الحجر الأساس لثقافة حقيقية للنزاهة في الشركة.

تعد مدونة السلوك لمكافحة الفساد و الرشوة لمجمع سوناطراك، جزءاً من استمرارية الالتزامات التي تم التّعهد بها من حيث الأخلاقيات والنزاهة، وتعبّر عن الالتزام الشخصي للمسيرين والمديرين والموظفين، وهي جزء لا يتجزأ من القيم والمبادئ التي تجمع كل موظفي مجمع سوناطراك.

أدعوكم للاطلاع على مدونة السلوك هذه ومشاركتها واحترامها وخاصة الالتزام بها.

الرئيس المدير العام

توفيق حكار

**مدونة سلوك
مكافحة الرشوة و
الفساد سوناطراك**

الرشوة - الفساد

منح، وعد، عطاء، قبول أو التماس، ميزة غير مستحقة مهما كانت قيمتها (مالية أو غير مالية) بشكل مباشر أو غير مباشر بغض النظر عن المكان أو الأماكن، بانتهاك القوانين السارية المفعول، لحث أو مكافأة شخص على القيام بعمل أو الامتناع عنه في إطار وظائفه.

الرئيس المدير العام



توفيق حكار

- الاحترام الصارم والكامل للتشريعات السارية المفعول بشأن مكافحة الفساد والوقاية منه، في الجزائر أو في أي بلد تنشط به سوناطراك، بإشراك العمال والمتعاونين وكل من يعمل لصالح سوناطراك و/ أو تحت مسؤوليتها.
 - الامتثال لمتطلبات نظام إدارة مكافحة الفساد والرشوة.
 - التحسين المستمر لنظام إدارة مكافحة الفساد والرشوة.
 - توفير الموارد الملائمة والمناسبة للعمل الفعال لنظام إدارة مكافحة الفساد والرشوة.
- يضمن مسؤول المطابقة لمكافحة الفساد والرشوة وظيفة المطابقة للوقاية من الفساد والرشوة، والذي يتمتع بالسلطة والاستقلالية الكاملة.
- تطلب المديرية العامة لسوناطراك من جميع موظفيها الانخراط التام في هذه السياسة والمساهمة في تحقيق الأهداف المحددة.

المبادئ

- حظر كل فعل من أفعال الفساد والرشوة النشطة أو المستترة، وكل سلوك يمكن تفسيره على أنه محاولة فساد أو الرشوة.
- معاقبة كل سلوك ينتهك سياسة مكافحة الفساد والرشوة أو نظام إدارة مكافحة الفساد والرشوة.
- تحديد وتقييم مخاطر الفساد والرشوة المرتبطة بأنشطة سوناطراك، ووضع وسائل رقابة متوازنة ومتناسبة للسيطرة على هذه المخاطر.
- تشجيع كل عامل بسوناطراك وكل متعامل معها على التبليغ، اعتماداً على أدلة ملموسة وحسن النية، عن كل فعل رشوة وفساد، ومن واجب سوناطراك حماية هذا العامل من أي فعل انتقامي أو معاقبة كل تبليغ كاذب ومفتري.
- التعاون مع الشركاء التجاريين حتى يتبنوا سياسات وإجراءات الوقاية من ظواهر الفساد والرشوة، وفقاً لأحكام القانون وبما يتوافق مع أهداف سوناطراك.
- توعية وتكوين متعاملاتها حول رهانات الوقاية من الفساد والرشوة.

تنعكس رغبة سوناطراك في الوقاية من الفساد ومكافحته بشكل متواصل، في قرار وضع نظام إدارة مكافحة الفساد والرشوة، وفقاً لمتطلبات المعيار الدولي إيزو 37001 إصدار 2016. وفي هذا الإطار، تتبنى سوناطراك سياسة عدم التسامح مطلقاً تجاه الرشوة والفساد بجميع أشكاله وفي جميع أنشطتها وعلى مستوى كل الشركة.

من أهم أسس هذا النظام، تركز سياسة مكافحة الفساد والرشوة بسوناطراك المبنية على مبادئ والتزامات.



الفساد والرشوة آفة منتشرة في جميع أنحاء العالم مما يقوض الاقتصادات ويعيق تطور الدول والشركات.

إن سوناطراك، بصفتها شركة اقتصادية عمومية مملوكة بالكامل للدولة، وتنشط على الصعيدين الوطني والدولي في مختلف المهن المتعلقة بصناعة المحروقات، فهي معرضة للفساد والرشوة على غرار الشركات البترولية الكبرى.

في هذا الصدد تبنت سوناطراك مسعى وقائي مستمر، كانت بدايته اصدار مدونة أخلاقيات. وهي تستند بموجب هذه المدونة، إلى قيم النزاهة والصدق وتبذل قصارى جهدها للوقاية من الفساد ومكافحته.



لتأسيس
سوناطراك
2023-1963

الفهرس

- 138 - كلمة الرئيس المدير العام
- 137 - الموضوع
- 136 - مجال التطبيق
- 135 - تعريفات
- 130 - الإطار التنظيمي والتشريعي
- 127 - عمولات التسهيل
- 125 - العلاقات مع الموظّفين العموميين
- 123 - الصفقات العمومية أو الخاصة
- 121 - العناية الواجبة للمتعاملين التجاريين والمستخدمين
- 119 - الهدايا والضيافة
- 117 - تعارض المصالح
- 113 - تقييم المخاطر في علاقاتنا مع الأطراف الثالثة
- 111 - التبرع والهبات والرعاية
- 108 - الموارد البشرية توظيف أو تكوين محابة
- 105 - عمليات دمج -استحواذ أو تنازل/ إنشاء مشروع مشترك
- 103 - إبلاغ الإنذار « Speak Up »
- 100 - تطبيق مدوّنة قواعد سلوك مكافحة الرشوة والفساد

سوناطراك



sonatrach



بيان سياسة و مدونة قواعد سلوك مكافحة الرشوة و الفساد

سوناطراك



معا نحو الشفافية